

Industries mécaniques

Vers une progression de 3 à 5% en 2012

Après un rebond de 8,3% l'année dernière, la mécanique française table sur une nouvelle progression cette année. Une tendance qui ne peut que se renforcer si un contexte réglementaire et financier favorable se met en place. Accès au crédit facilité, contrôle de la qualité des biens d'équipement, levée des barrières dans certains pays, accompagnement des entreprises à l'international et soutien à l'innovation figurent parmi les priorités afin de pouvoir continuer de concevoir et produire en France.

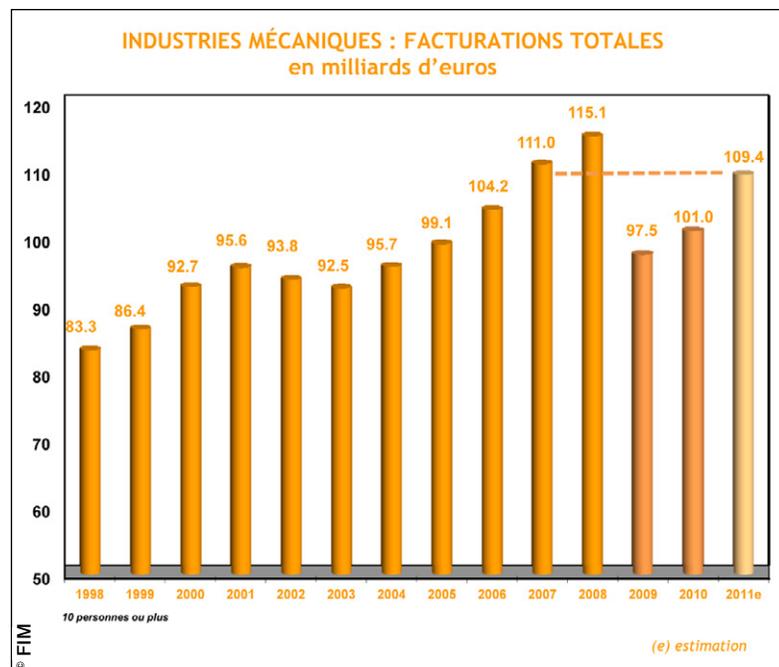
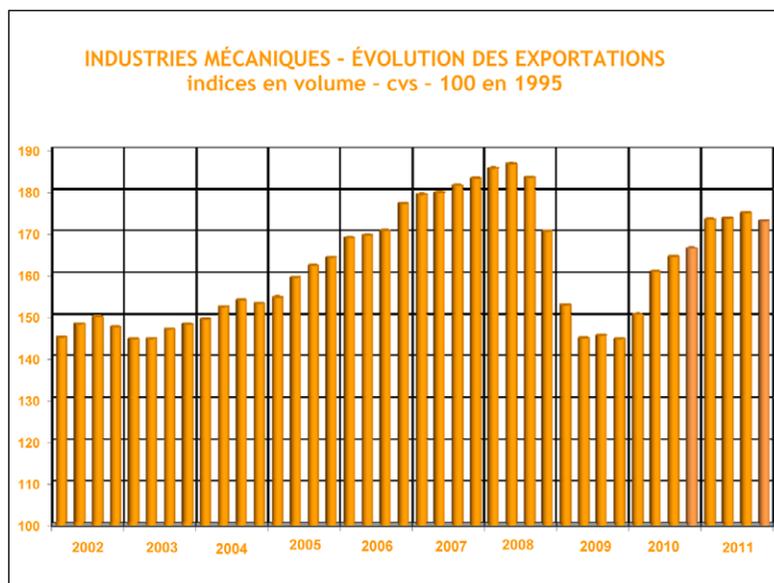
► « La mécanique française va créer 40.000 emplois par an dans les cinq années à venir », affirme Jérôme Frantz.

A l'appui de ces prévisions optimistes, le président de la Fédération des industries mécaniques (FIM) analyse la forte remontée dont ont bénéficié les entreprises de la profession depuis la profonde crise de 2009. Tombé à 97,5 milliards d'euros cette année là, le chiffre d'affaires de la mécanique française (calculé sur 11.500 entreprises de 10 salariés et plus) est remonté à 101 milliards en 2010 avant d'enregistrer une progression

de 8,3% à 109,4 milliards d'euros l'année dernière.

Des exportations orientées vers l'Europe

Cette progression demeure assez équilibrée entre le marché intérieur (+ 8,4%) et les exportations (+8,1%). La mécanique française - qui se place au 6ème rang mondial après les Etats-Unis, l'Allemagne, la Chine, le Japon et l'Italie - a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 45,2 milliards d'euros à l'international en 2011, en dépit d'un deuxième semestre en



léger ralentissement en phase avec l'économie mondiale. Au total, si les facturations globales ont été plus dynamiques que la moyenne européenne, les exportations de la mécanique française ont cependant moins progressé que celles d'Allemagne ou d'Italie.

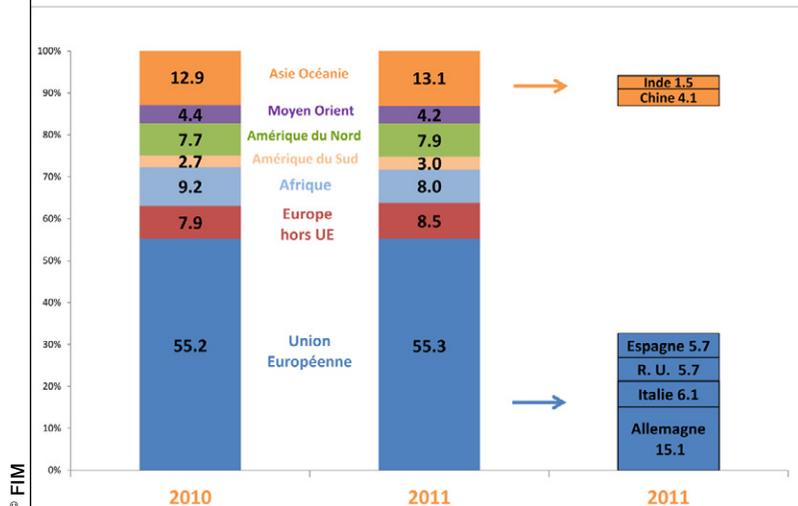
Avec 55,3% de ses exportations, « la mécanique française reste orientée sur l'Union Européenne, zone la moins dynamique », tandis que « l'amélioration de la présence des mécaniciens français sur les zones émergentes n'est pas significative », déplore la FIM. La fédération constate que le dynamisme de la mécanique française hors zone euro est généré indirectement par ses exportations vers l'Allemagne, réexportées

ensuite vers le monde entier, ainsi que par les sites de production français d'entreprises étrangères qui fabriquent pour le monde entier.

Recrutements et formation

Par grands domaines, c'est l'Équipement (machines, systèmes de production, composants : soit 45,2% de l'activité des adhérents de la FIM) qui a connu la plus forte progression en 2011 (+ 9,1%), suivi par la Transformation des métaux (sous-traitance, outillages, articles de ménages : 45,7% de l'activité) à + 8,3%, grâce notamment à la bonne tenue des marchés automobile, ferroviaire et aéronautique, sans oublier la

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS EN %



construction métallique. Quant à la Précision (optique, santé, instruments de mesure : 9,1% de l'activité), secteur qui a le moins souffert de la crise, elle continue sa progression, mais à un rythme moindre (+ 4,3%). Les effectifs des industries mécaniques, premier employeur industriel en France, sont restés stables l'année dernière à 620.000 salariés, soit 20% de l'emploi industriel total. « L'évolution des effectifs devrait progresser en 2012 », pronostique Jérôme Frantz. Soucieuse de préserver les compétences dans l'entreprise, la profession « a su limiter au maximum l'impact de la crise sur l'emploi », mais « a encore besoin de former et recruter du personnel à tous les niveaux de qualification », estime le président de la FIM. Ne serait-ce que pour répondre à un accroissement de l'activité qui pourrait atteindre 3 à 5% en valeur en 2012, selon les prévisions de la fédération.

Financement de l'économie réelle

Conséquence de ce regain d'activité : l'investissement a connu un fort rebond en 2011 (+ 7%) et devrait continuer sur le même rythme au 1^{er} semestre 2012. Jérôme Frantz déplore cependant que, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne qui a continué à investir fortement dans son outil industriel

pendant la période de crise, « en France, il a fallu attendre la reprise des commandes pour que le système bancaire veuille bien aider les entreprises à investir ». « Pour parler clairement, les banquiers nous ont laissé tomber pendant la crise », regrette le président de la FIM. Ce qui a amené la

fédération à créer des « réseaux parallèles » tels que la CMGM (Caisse Mutuelle de Garantie des Industries Mécaniques) pour assurer le financement des investissements des PMI.

« La FIM lance donc un appel à la fois aux banques pour qu'elles reviennent dans le financement de l'économie réelle », mais aussi « aux pouvoirs publics pour qu'ils proposent des outils de financement à l'image de ceux développés durant la crise de 2008/2009 ».

Au niveau européen, la FIM plaide depuis longtemps pour un renforcement du contrôle des biens d'équipement pour l'amener au même niveau que celui des biens de consommation et ainsi, lutter contre les non conformités et la contrefaçon. Dans le même ordre d'idées, la FIM se félicite de ce qu'un projet de règlement européen « serait à l'étude qui autoriserait les acheteurs publics à exclure les offres d'entreprises provenant de pays qui ne pratiquent pas

le principe de réciprocité ».

A l'international, la fédération a retenu pour 2012 une quarantaine d'actions programmées par Ubifrance afin de développer la présence des entreprises françaises sur les marchés à fort potentiel de développement (Asie, CEI, Brésil, Moyen-Orient). Un des moyens pour y parvenir pourrait être aussi de « structurer l'industrie mécanique française autour de projets tirés par les grands donneurs d'ordres », dont pourraient ainsi profiter les PMI et TPI.

Communauté mécanicienne

La FIM souhaite également accroître sa représentativité à l'intérieur de nos frontières en mettant en place des délégations dans les principales régions mécaniciennes de France. Cela dans le but de « créer une communauté mécanicienne et réunir l'ensemble des moyens disponibles en région afin de favoriser la réussite des PME ». Dès la fin 2012 seront ainsi mis en place des délégués couvrant sept grandes régions mécaniciennes dans l'Hexagone.

L'innovation figure aussi au rang des priorités de la fédération qui poursuit son action pour que la totalité de la taxe payée par les entreprises mécaniciennes pour soutenir les outils collectifs de R&D et de soutien à l'innovation (CTI) soit affectée à cet objectif et non plafonnée comme le prévoit la loi de finances rectificatives 2011.

Autant d'actions qui font partie intégrante de la mission de la FIM qui, selon Jérôme Frantz, « souhaite accompagner sur le plan collectif ses entreprises adhérentes pour leur permettre de continuer à concevoir et produire en France ».

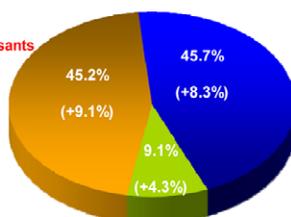
Les activités programmées par la fédération dans le cadre de la seconde édition de la Semaine de l'Industrie, notamment en direction des jeunes, des écoles et de l'Onisep, s'inscrivent en plein dans ce contexte. ■

ÉVOLUTIONS SECTORIELLES

GRANDS DOMAINES D'ACTIVITÉ DE LA MÉCANIQUE
RÉPARTITION DES FACTURATIONS 2011 EN %⁽¹⁾

Variations 2011/2010 en %

EQUIPEMENT :

Machines
Systèmes de production, composantsentreprises : 3 350
effectifs : 206 366
facturations : 49,4 Mrds €

TRANSFORMATION :

Sous-traitance, outillages
articles de ménagesentreprises : 7 200
effectifs : 360 118
facturations : 50,0 Mrds €

PRÉCISION :

Optique, santé, instruments de mesure

entreprises : 965
effectifs : 52 703
facturations : 10,0 Mrds €

* Entreprises de 10 salariés ou plus. Estimations

Source : FIM

INDUSTRIES MÉCANIQUES : FACTURATIONS TOTALES
(variations annuelles en valeur et en %)